



BFM Business : « Nous voulons éviter une diffusion trop large de cette inflation énergétique à l'économie »

Interview du gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin, sur BFM Business vendredi 24 juillet 2026.

SANDRA GANDOIN

Bonjour Emmanuel Moulin, gouverneur de la Banque de France.

EMMANUEL MOULIN

Bonjour Sandra Gandoin.

SANDRA GANDOIN

Plein de sujets à discuter avec vous en neuf minutes. On va essayer d'être clair et d'être conscient. On commence par la réunion de la BCE hier, la BCE qui a maintenu ses taux inchangés. Ce n'est pas une surprise. Christine Lagarde a commencé à dire qu'il y avait certains gouverneurs qui parlaient de hausse de taux. On parlait ce matin en réalité de ce numéro d'équilibriste incroyable que doit jouer en ce moment la BCE et toutes les grandes banques centrales comme celle-là dans un monde si déséquilibré.

EMMANUEL MOULIN

Oui, c'est un monde où les choses évoluent au jour le jour. Nous avons décidé de maintenir nos principaux taux directeurs. Pourquoi ? Parce qu'au mois de juin, nous avons augmenté nos taux. Nous étions passés de 2% à 2,25%. C'était une décision prise pour faire face à la poussée de l'inflation, en particulier à l'inflation énergétique, et pour éviter que celle-ci se propage à l'ensemble du panier de consommation, aux prix alimentaires, aux prix des services. Puis, au cours du mois de juin, il y a eu un cessez-le-feu, une baisse du prix du pétrole très rapide, une sorte de contre-choc pétrolier. Nous avons vu l'inflation légèrement diminuer, notamment au mois de juin dans la zone euro. C'était donc plutôt des bonnes nouvelles. Puis, le conflit est reparti. Nous sommes finalement un peu revenus à la situation de juin. La hausse des taux au mois de juin se justifiait pleinement. C'est pour cela que nous avons décidé de maintenir nos taux cette semaine.

SANDRA GANDOIN

Vous parliez de l'énergie. Christine Lagarde s'est dite inquiète hier de l'ouverture d'un deuxième front au Moyen-Orient entre l'Arabie saoudite et les rebelles Houthis, destiné à bloquer le passage des hydrocarbures. Ça se ressent évidemment tout de suite sur le baril de pétrole qui dépasse les 100 dollars. Est-ce que ça vous inquiète ? Est-ce qu'on peut aller vers une sorte de crise comme celle de 2022 ?

EMMANUEL MOULIN

C'est une crise, effectivement. C'est inquiétant puisque les routes du pétrole s'étaient détournées DU Golfe Persique VERS le canal de Suez qui permet à l'Arabie saoudite d'exporter son pétrole.

Évidemment, s'il y a plus de tensions, il y a plus de risques sur le prix du pétrole. On l'a vu, il est monté autour de 100 dollars. Nous surveillons avec beaucoup d'attention cette situation. Le risque est effectivement que cette augmentation du prix du pétrole se traduise sur les autres prix, notamment sur les prix des services, sur les prix des transports. C'est ce que nous voulons éviter, une diffusion trop large de cette inflation énergétique. Nous allons donc regarder l'ampleur du choc et, surtout, sa persistance.

SANDRA GANDOIN

Ce qui nous inquiète aussi, et on en a parlé beaucoup cette semaine, c'est l'OAT, le taux d'emprunt de l'État à 10 ans, qui a brièvement franchi les 4 %. Est-ce que ces 4 %, c'est une ligne rouge, d'après vous ?

EMMANUEL MOULIN

Non, ce n'est pas une ligne rouge, mais on constate effectivement une hausse générale, d'ailleurs, des taux longs. Ceci est lié aux perspectives d'inflation et aux incertitudes qui existent dans le monde d'aujourd'hui. Il n'y a pas un seuil à partir duquel cela crée une difficulté, c'est plutôt la tendance. La hausse des taux pèse effectivement sur la charge d'intérêts et elle réduit donc les marges de manœuvre budgétaires. C'est pour cela qu'il est absolument nécessaire d'avoir une stratégie crédible de réduction des déficits et de réduction de la dette.

SANDRA GANDOIN

Justement, vous dites que les autres pays sont concernés, mais nous sommes en négociation de budget, en instabilité politique, en année présidentielle, avec des très grands chantiers, vous l'avez dit, la transition écologique, l'intelligence artificielle, le quantique. Comment on fait pour résoudre cette équation qui paraît presque impossible ?

EMMANUEL MOULIN

L'instabilité politique n'est pas une caractéristique uniquement française : cela existe dans d'autres pays européens, qui, pourtant, arrivent à trouver des consensus. On l'a vu en Allemagne, avec un accord entre la droite et la gauche pour notamment réformer les retraites. Il y a certainement une voie, si on regarde nos partenaires européens, pour trouver des accords. De toutes les façons, il y aura un grand rendez-vous démocratique l'année prochaine. Entre-temps, il est très important, comme l'a dit le Premier ministre, d'avoir un budget, parce qu'on ne peut pas fonctionner sans budget pendant tout un semestre en 2027.

SANDRA GANDOIN

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'économie française dans ce contexte ? Est-ce qu'il y a des secteurs que vous surveillez particulièrement ? On sort d'une période de deux mois de canicule avec trois épisodes très importants. Les entreprises ont été très résilientes, elles ont continué à produire dans ces circonstances ?

EMMANUEL MOULIN

Nous avons constaté une bonne résilience de l'économie française, notamment au moment de la canicule, avec des entreprises qui ont changé leur organisation pour s'adapter à la canicule. Nous avons eu des enquêtes, notamment des enquêtes mensuelles de conjoncture, qui étaient un peu meilleures que ce qu'on avait envisagé, en particulier au mois de juin et pour les prévisions du mois de juillet. Nous verrons comment cela se traduit sur la croissance au deuxième trimestre : nous aurons les chiffres le 30 juillet. Nous estimons, à la Banque de France, que la croissance pourrait être à 0,2, alors qu'il y a quelques semaines, nous étions plutôt plus pessimistes. Donc, une bonne résilience de l'économie française, mais évidemment dans un environnement qui est extrêmement volatil, avec une augmentation du prix de l'énergie, avec de nouveaux tarifs...

SANDRA GANDOIN

Les droits de douane ?

EMMANUEL MOULIN

Je pense aux droits de douane. Pour l'Europe, cela n'a pas changé grand-chose, parce que nous avons l'accord de Turnberry, qui normalement devrait être respecté par Donald Trump, mais cela crée encore de l'incertitude sur le commerce mondial. Ce n'est pas favorable à la croissance.

SANDRA GANDOIN

Rappelez-nous votre rôle à vous, parce que là on parle beaucoup de la BCE, on le dit, c'est un monde globalisé, donc il faut regarder tout ce qui se passe partout dans le monde. Votre rôle à vous, dans ce contexte, la Banque de France, dans des circonstances aussi volatiles ?

EMMANUEL MOULIN

Notre rôle à nous, il est triple. D'abord, nous participons à la décision sur la politique monétaire : je suis membre du Conseil des Gouverneurs de la BCE, ce que nous avons fait hier. Deuxièmement, nous sommes en charge de la stabilité financière, et en particulier de la résilience des banques et des assurances en France. Pour vous rassurer, de ce point de vue-là, elles sont bien capitalisées et très solides.

SANDRA GANDOIN

Les résultats sont bons.

EMMANUEL MOULIN

Les résultats sont très bons. Et troisièmement, nous sommes au service des citoyens et des entreprises. Nous accompagnons les entreprises dans leur stratégie financière, nous les notons, nous les cotons, nous appelons cela la « cotation » des entreprises, et nous aidons nos concitoyens, notamment quand ils font face à des difficultés financières : nous gérons les procédures de surendettement pour le compte de l'État, le droit au compte aussi, quand nos concitoyens ne trouvent pas de banque, nous les aidons à en trouver une. C'est une mission très importante et qui s'exerce sur tout le territoire, grâce aux implantations de la Banque de France.

SANDRA GANDOIN

Sur cette fin d'été, pour ceux qui veulent acheter dans l'immobilier, comment pensez-vous que les banques vont se comporter ? Jusqu'à maintenant, il y avait encore des offres intéressantes sur les taux, notamment. Est-ce que ça va continuer à la rentrée, des conditions qui peuvent permettre d'acheter un appartement ?

EMMANUEL MOULIN

Ce sont plutôt les banquiers qui pourront vous répondre. Nous constatons aujourd'hui qu'il y a une bonne dynamique du crédit immobilier. Il n'y a pas de contraintes sur le crédit immobilier. Les taux restent à des niveaux raisonnables. Il n'y a pas de restrictions sur le crédit immobilier. Il y a plus un sujet de demande qu'un sujet d'offre.

SANDRA GANDOIN

J'ai une toute dernière question concernant l'euro numérique qui est enfin lancé. J'aimerais savoir ce que vous en pensez et si vous pouvez nous dire à quoi il va servir pour nous, peuple français, qui est déjà extrêmement bien servi en matière de services bancaires, plus que d'autres pays en Europe, d'ailleurs.

EMMANUEL MOULIN

C'est vrai. Mais nous constatons qu'on utilise de moins en moins les billets. Cela restera une forme de monnaie qui sera disponible nous avons hier à la BCE dévoilé un projet de nouveau design des billets

en euros. Mais vous ne pouvez pas payer sur Internet avec un billet. Ce que nous voulons faire, c'est adapter la monnaie fiduciaire au monde d'aujourd'hui, c'est-à-dire un monde qui est numérique. C'est cela, l'euro numérique : une sorte de billet numérique que vous pourrez utiliser comme vous utilisez un billet pour acheter votre pain, vous pourrez utiliser l'euro numérique pour payer sur Internet ou pour régler des achats chez des commerçants.

SANDRA GANDOIN

Merci, Emmanuel Moulin, Gouverneur de la Banque de France d'être venu ce matin dans la matinale de l'économie.